



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

ANNEXE 1

**Procès verbal du
Conseil Communautaire du 14 avril 2015
3^{ème} Séance**

Ordre du jour (modifié)

- 1) *APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL DU 27 FEVRIER 2015*
- 2) *VOTE DU COMPTE DE GESTION 2014*
- 3) *REDDITION DES COMPTES 2014 PAR LA SEMSAMAR POUR OPERATION « PVD »*
- 4) *REDDITION DES COMPTES 2014 PAR LA SEMSAMAR POUR L'OPERATION « STEP DU MOULE »*
- 5) *REDDITION DES COMPTES 2014 PAR LA SEMSAMAR POUR L'OPERATION « STEP DE PORT-LOUIS»*
- 6) *REDDITION DES COMPTES 2014 PAR LA SEMSAMAR POUR L'OPERATION « ETUDE STEP DE PETIT-CANAL »*
- 7) *COMPTE RENDU DES DERNIERES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU EN VERTU DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES PAR LE CONSEIL*
- 8) *APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA CCSPL*
- 9) *ATTRIBUTION DE LA COMPENSATION EN VERTU DU RAPPORT DEFINITIF DE LA CLECT*
- 10) *VOTE DE LA DUREE D'AMORTISSEMENT DES BIENS*
- 11) *VOTE DES COMPTES ADMINISTRATIFS PRINCIPAL ET ANNEXES 2014*
- 12) *AFFECTATION DU RESULTAT DES BUDGETS PRINCIPAL ET ANNEXES*
- 13) *VOTE DES TAUX DES IMPOSITIONS DIRECTES*
- 14) *VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS PRINCIPAL ET ANNEXES 2015*
- 15) *AUTORISATION DONNEE A LA PRESIDENTE A SIGNER LE PROTOCOLE D'ACCORD ET ECHEANCIER ENTRE LA SEMSAMAR ET LA CANGT*
- 16) *APPROBATION ET AUTORISATION DONNEE A LA PRESIDENTE A SIGNER LE CONTRAT D'OBJECTIF TERRITORIAL AVEC L'ADEME, SUR LES THEMATIQUES « DECHETS » ET « ENERGIE-CLIMAT »*
- 17) *DETERMINATION DU LIEU DE LA PROCHAINE SEANCE*
- 18) *QUESTIONS DIVERSES*

Liste des membres du Conseil Communautaire Séance du Mardi 14 avril 2015

Nombre de membres du conseil : Trente-six (36)

Etaient présents : Vingt-trois (23) conseillers communautaires, dont la liste suit :

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

Conseillers absents ayant procuration : Sept (7)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc,
Mme ARMOUGON Betty à M. ROUX Harry,
M. CORNEILLE Denis à Mme LAUG Caroll,
M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean,
Mme GUILLAUME Stella à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle,
Mme MAMERT-LISTOIR Sabine à M. MORNAL Blaise,
Mme OUJAGIR Nadia à M. ARTHEIN Victor.

Conseillers excusés : Deux (2)

M. LOMBION Jean-Claude, M. PORLON Pierre.

Conseillers absents : Quatre (4)

M. DULAC Daniel, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz.

Procès-Verbal du Conseil communautaire

Séance du mardi 14 avril 2015

L'an deux mille quinze, le mardi 14 avril à 18h48, les membres du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) se sont réunis, à la salle des délibérations de la mairie de Port-Louis, sur convocation en date du 08 avril 2015 courant, qui leur a été adressée par Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Présidente de la CANGT.

Il a été dressé une feuille de présence annexée au présent procès-verbal. **Mme la Présidente** demande à un fonctionnaire de la CANGT de procéder à l'appel.

Le Conseil communautaire a pu valablement délibérer puisque le quorum a été atteint.

La Présidente propose à l'assemblée que **Mme ARPHEXAD Marcienne** soit désignée secrétaire de séance. Le Conseil communautaire accepte cette proposition à l'unanimité des présents.

PREMIER POINT

Approbation du PV de la 2^{ème} séance du Conseil Communautaire qui s'est tenue le 27 février 2015

Le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 27 février 2015 était joint à la convocation.

La Présidente interroge l'assemblée afin de s'enquérir des remarques et observations liées au projet de PV.

Il n'y a pas d'observation.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'approuver à l'unanimité des votants le procès-verbal du conseil communautaire du 27 février 2015.

DEUXIEME POINT

Vote des comptes de gestion principal et annexes 2014

Mme la Présidente propose de passer au sixième point prévu initialement à l'ordre du jour, afin de libérer le receveur municipal présent pour l'occasion.

Le Receveur communautaire, Mme MEDARD indique à l'assemblée les documents qui lui serviront à traiter ce point.

Mme Medard précise que les comptes du SMNGT de 2014 sont agrégés aux résultats des comptes de gestion principal et annexe présentés ci-après.

La section de fonctionnement du compte de gestion principal est excédentaire de 3 036 688,46 € et la section d'investissement est déficitaire de 266 215, 67 €.

Sur le compte de gestion « Eau », la section de fonctionnement est excédentaire de 3 111 209, 06 € et en investissement un déficit de 178 312, 61€.

S'agissant du compte de gestion « Assainissement Collectif », la section de fonctionnement est de 1 411 171, 26 € et en investissement un déficit 1 761 719, 12 €.

Le compte de gestion « *Assainissement Non Collectif* » présente un excédent de 100 000 €.

18h59 : Arrivée de M. ATAM KASSIGADOU

19h04 : Arrivée de M. DARTRON

Mme Médard précise que les résultats du SMNGT seront intégrés au compte de gestion 2015 et que les comptes de gestion et administratif doivent être conformes.

M. Bernard s'interroge sur le fait de ne pas voir apparaître dans les comptes les résultats du SIGF.

Mme Girard, DGA pôle SUI, précise que l'ensemble des communes qui composait le SMNGT sont aujourd'hui, membres de la CANGT, ce qui n'est pas le cas du SIGF, dont la commune du Gosier était membre. Elle indique qu'il faut donc procéder au retrait de ces communes pour faire la répartition des biens, dépenses et recettes. Les comptes de gestion et administratif du SIGF sont toutefois disponibles.

Le Conseil OUI l'exposé du Receveur communautaire, après échanges et débats décide, à l'unanimité d'approuver les comptes de gestion principal et annexes 2014 présentés.

TROISIEME POINT

Reddition des comptes 2014 pour l'opération « PVD » dans le cadre de la convention de mandat avec la SEMSAMAR

La Présidente présente donc le bilan de l'opération « PVD » (pôle de valorisation des déchets) comme suit :

- 3 937 488 € TTC en dépenses, dont 516 802 € TTC réalisées en cumulé et au 31/12/2014 ;
- 3 937 488 € TTC en recettes, dont 285 436 € TTC réalisées en cumulé au 31/12/2014.

Ce document comptable fait également état des dépenses et recettes attendues sur l'année 2015 ; il fait ressortir un déficit de trésorerie qu'il est nécessaire de résorber pour le bon fonctionnement de l'opération, dans l'attente du versement des recettes prévues au plan de financement (subventions, recettes foncières). Par ailleurs, les clauses de « préfinancement » de la convention de mandat, prévoient que la SEM peut assurer, en tant que mandataire et sur une période courte, le préfinancement des dépenses d'investissements. Ce préfinancement devant néanmoins faire l'objet d'une demande formelle du mandant.

La Présidente demande à Mme HOUDIN Nathalie de la SEMSAMAR d'expliquer ce point.

Mme Houdin explique les éléments du tableau qui a été transmis aux élus.

La Présidente demande des précisions sur l'avancée de la réalisation du PVD.

Mme Houdin indique que la phase d'étude est achevée. La phase de démarrage des travaux avec le lot voirie et réseaux divers et lot bâtiments est en cours, les lots « équipements » sont en phase d'attribution. La réception du PVD est prévue pour le mois de décembre 2015.

Elle précise également, que sur ce pôle de valorisation des déchets, il est prévu une déchetterie couplée à une ressourcerie structurée qui servira à recycler les éléments tels que les machines à laver, sous l'égide de « kazabrok ». L'objectif est de concentrer le maximum de déchets pour envoi vers le SYVADE.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, de valider la reddition des comptes de l'opération « PVD » pour l'année 2014, d'autoriser la mise en place d'un dispositif de préfinancement et d'imputer les dépenses correspondant au budget de l'EPCI comme suit :

Pour : 28

Abstention : 1 (Mme Mekel Alexina)

QUATRIEME POINT

Reddition des comptes 2014 pour l'opération « construction de la STEP du Moule et travaux de raccordement » dans le cadre de la convention de mandat avec la SEMSAMAR

La Présidente précise que c'est une opération qui était portée par le SIAEAG. Elle donne ainsi la parole à Mme Houdin pour apporter plus de précisions.

19h25 : arrivée de MANICOM Grégory

Mme Houdin indique que la station d'épuration du Moule a été reconstruite pour 3 500 équivalents Hab évolutive à 25 000. La station est aujourd'hui opérationnelle.

Au regard de l'évolution du projet en matière d'énergie, des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires. Il y a eu un dépassement du cout initial de 1 000 008 €.

Des demandes complémentaires de financement ont donc été déposées à l'ONEMA et au FEDER. Elle précise que pour l'heure, l'ONEMA n'a pas donné suite. Les financements supplémentaires obtenus ne sont que de 144 000,00 € ce qui reste insuffisant.

La Présidente indique qu'un bilan des dépenses sera fait et qu'un protocole d'accord est convenu pour le paiement de la STEP à la SEMSAMAR.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, de valider la reddition des comptes de l'opération « STEP du Moule » pour l'année 2014. D'autoriser la mise en place d'un dispositif de préfinancement sur une durée de douze mois pour un montant de 2 400 000 € et d'imputer les dépenses correspondant au budget annexe « assainissement » comme suit :

Pour : 27 Contre : 1 (Mme Mekel Alexina) Abstention : 2 (M. Hermin Georges, Mme Manette Sandra)

CINQUIEME POINT

Reddition des comptes 2014 pour l'opération « construction de la STEP de Port-Louis » dans le cadre de la convention de mandat avec la SEMSAMAR

La Présidente demande des précisions sur la réception de la STEP de Port-Louis pour laquelle des réserves ont été émises. Elle propose que Mme BELENUS ROMANA Marie-Paule, Directrice Générale de la SEMSAMAR prenne la parole.

Mme Romana précise que le bilan s'élève à :

-10 153 000 € TTC en dépenses, dont 9 488 000 € TTC réalisées en cumulé au 31/12/2014 ;

-10 153 000 € TTC en recettes, dont 7 571 000 € TTC réalisées en cumulé au 31/12/2014.

Mme Romana précise que les clauses de « préfinancement » de la convention de mandat, prévoient que la SEM peut assurer, en tant que mandataire et sur une période courte, le préfinancement des dépenses d'investissements. Ce préfinancement devant néanmoins faire l'objet d'une demande formelle du mandant.

Compte tenu de ce qui précède, la SEMSAMAR propose la mise en place d'un préfinancement pour l'année 2015 sur une durée de 12 mois, pour un montant prévisionnel maximal de **1 920 000 €**, sur la base d'un taux compris entre 1.478 % et 1.804 %.

M. Bernard s'interroge sur le coût élevé de cette opération.

Mme Ronama précise que le montant de 1 920 000 € correspond au déficit de trésorerie de l'opération, les subventions prévues n'ayant pas encore été perçues.

Mme Girard indique que la CANGT attend la levée des réserves afin de pouvoir récupérer les sommes subventionnées.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, de valider la reddition des comptes de l'opération « STEP de Port-Louis » pour l'année 2014, d'autoriser la mise en place d'un dispositif de préfinancement sur une durée de douze mois pour un montant de 2 400 000 € et d'imputer les dépenses correspondant au budget annexe « assainissement » comme suit :

Pour : 29

Contre : 1 (Mme Mekel Alexina)

SIXIEME POINT

Reddition des comptes 2014 pour l'opération « Etude STEP de Petit-Canal », dans le cadre de la convention de mandat avec la SEMSAMAR

La Présidente demande à Mme Houdin de poursuivre ses explications pour ce point. Au vu des projets d'aménagements futurs, compte tenu du schéma directeur d'assainissement et de l'accroissement de la population, la décision de réaliser une STEP sur Petit-Canal s'avère nécessaire. Une étude a été demandée afin de mieux cerner les besoins. Des réflexions devront être menées afin de définir la réalisation et les modalités de fonctionnement de la STEP.

M. Bernard précise que la STEP de Port-Louis est prévue pour 7 000 EH, mais il remarque une stagnation de la population. Aussi, il s'interroge sur la possibilité de raccorder à cet ouvrage, la commune de Petit-Canal.

A la demande de M. Bardail, **Mme Girard** confirme les propos de M. Bernard en précisant que seuls 900 abonnés y sont raccordés. Aussi, au vu de ce constat, techniquement il y aurait une possibilité de raccorder le bourg de Petit-Canal à la STEP de Port-Louis.

M. Dona-Erie s'interroge sur le nombre exact d'habitants raccordés à la STEP de Port-Louis et se demande si on a tenu compte des structures de la commune de Port-Louis tels que le Lycée de Port-Louis et l'EPAHD.

M. Dartron pense que la problématique reste entière puisque le reste de la commune de Petit-Canal est aussi à prendre en compte.

Mme Girard reprécise que l'on ne peut raccorder que le bourg de Petit-Canal à la STEP de Port-Louis. D'autres possibilités seront étudiées pour les autres parties de la commune.

La Présidente s'interroge sur la possibilité de raccorder la commune d'Anse-Bertrand à la STEP de Port-Louis.

Mme Girard indique que la STEP qui dessert Anse-Bertrand fonctionne très bien en autonomie.

La Présidente et M. Bardail, Vice-président de la commission Assainissement proposent de réunir la commission rapidement afin de se pencher sur l'orientation que prendra la STEP de Petit-Canal.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide de valider la reddition des comptes de l'opération « Etude STEP de Petit-Canal » pour l'année 2014, d'autoriser la mise en place d'un dispositif de préfinancement pour l'année 2015 et d'imputer les dépenses correspondant au budget annexe « assainissement » selon le vote suivant :

Pour : 29

contre : 0

Abstention : 1 (Mme Mekel Alexina)

SEPTIEME POINT

Compte rendu des décisions prises par le bureau communautaire

La Présidente expose que par délibération n° COM 2014-04-02/18 du 28 avril 2014, le conseil communautaire a délégué certaines de ses attributions au Bureau communautaire.

Elle rappelle qu'en application de l'article L. 5211-10 du CGCT, elle doit rendre compte à l'organe délibérant, des décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de ladite délégation, qui ont été prises par le bureau et que la liste des décisions a été annexée à la note de synthèse explicative transmise aux élus.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité de prendre acte des décisions prises par le bureau communautaire par délégation d'attributions du Conseil communautaire.

HUITIEME POINT

Approbation du règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics locaux

La Présidente précise que la Commission Consultative des Services Publics Locaux, dite CCSPL, est une commission obligatoire créée par le conseil communautaire et présidée par la Présidente de la CANGT.

Par délibération n° COM 2014-04-02/20 du 16 mai 2014, la CANGT a mis en place sa CCSPL. Cette dernière est composée, en sus du Président, de cinq élus communautaires et de cinq représentants d'associations locales, représentatifs des cinq communes membres.

La CCSPL a été installée le 23 février 2015 ; à cette occasion, ses membres ont émis un avis favorable sur le projet de règlement intérieur.

M. Dartron précise qu'un cadre réglementaire est nécessaire.

Au cas où l'une des dispositions du règlement intérieur viendrait à être en contradiction avec la législation actuelle ou à venir, cette dernière s'appliquerait de plein droit sans qu'il soit besoin d'en délibérer.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'approuver à l'unanimité des votants, le règlement intérieur de la CCSPL.

NEUVIEME POINT

Attribution de la compensation en vertu du rapport définitif de la CLECT

La Présidente rappelle que le Code Général des Impôts (CGI) prévoit qu'il appartient au conseil communautaire de notifier l'attribution de compensation définitive aux communes membres. Consécutivement et conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI, la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT) a établi son rapport le 11 décembre 2014. Ce rapport, fait état des charges et produits retenus pour l'attribution de compensation définitive des communes au titre des compétences transférées à ce jour. Le rapport ainsi établi a fait l'objet dans un premier temps, d'une approbation par l'ensemble des communes membres.

Il doit désormais être soumis au conseil communautaire de la CANGT qui délibère sur l'attribution de compensation des communes membres.

La Présidente demande à M. Roux, Président délégué de la CLECT, de présenter le rapport.

La Présidente indique que l'attribution de compensation est arrêtée conformément aux conclusions du rapport.

Mme Mekel rappelle qu'il n'y a pas eu de rapport d'étape ce qui est selon elle est une « cause de nullité jurisprudentielle ».

M. François-Julien, Directeur Général de la CANGT, indique que le rapport devait être rédigé dans les délais et au regard du temps imparti, il ne pouvait y avoir qu'un rapport définitif.

La Présidente demande s'il y a une obligation réglementaire à établir des rapports d'étape.

M. Francois- Julien précise, qu' *a priori*, seul le rapport final prévaut.

M. Bernard et M. Dona-Erie s'interrogent sur le fait de ne pas voir apparaître dans le rapport, les taxes payées par les habitants des communes membres de l'ex-CCNGT. (communauté des communes)

La Présidente demande des précisions au fonctionnaire en charge des finances.

M. Charin, Directeur des affaires financières, indique que ce rapport fait état des charges et produits retenus pour l'attribution de compensation définitive des communes au titre des compétences transférées à ce jour. Les produits et les charges des communes de Port-Louis et Anse-Bertrand avaient

déjà été transférés à l'ex-CCNGT. Les communes de Port-Louis et Anse-Bertrand n'ont donc pas transférés de nouveaux produits.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité, d'arrêter l'attribution de compensation définitive conformément aux conclusions du rapport de la CLECT, comme suit :

<i>Anse-Bertrand</i>	<i>- 242 846 euros</i>
<i>Morne- à -l'Eau</i>	<i>538 156 euros</i>
<i>Le Moule</i>	<i>2 477 233 euros</i>
<i>Petit-Canal</i>	<i>64 221 euros</i>
<i>Port-Louis</i>	<i>- 227 916 euros</i>

Pour : 29 Abstention : 1 (M. Dona-Erie Alfred)

DIXIEME POINT

Vote de la durée d'amortissement des biens

La Présidente expose que les dispositions budgétaire et comptable imposent aux collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de procéder à l'amortissement des biens renouvelables. Le mode préconisé est l'amortissement linéaire sans *prorata temporis*.

L'amortissement est obligatoire pour certains biens et facultatifs pour d'autres. Il constitue une dépense pour la section de fonctionnement et une recette pour l'investissement. A ce titre, il est un des composants de l'autofinancement.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité d'appliquer la durée d'amortissement des biens comme suit :

Frais d'études non suivi de réalisation	5 ans
Logiciel	2 ans
Voiture VL et utilitaire	5 ans
Camions	8 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau électronique	5 ans
Autres matériels classiques	5 ans
Appareils de levage, ascenseurs	20 ans
Installation de voirie	20 ans
Plantation	15 ans
Equipement de garage et atelier	10 ans
Bâtiments légers, abris	15 ans

Agencement aménagement de bâtiments	15 ans
-------------------------------------	--------

ONZIEME POINT

Vote des comptes administratifs principal et annexes 2014

La Présidente propose à M. Mornal, Vice-président en charge de la commission financière de présenter le compte administratif 2014 de la CANGT.

En vertu du principe de la séparation de l'ordonnateur et du comptable, l'exécution du budget local est confiée conjointement à ces deux personnes. Cette façon de procéder repose sur un contrôle réciproque de la gestion des deniers publics. Les ordres de recette et de dépense émis par l'ordonnateur sont enregistrés par le comptable qui assure les recouvrements et les paiements.

A la clôture de l'exercice budgétaire, les écritures sont retracées dans deux documents distincts que sont, le compte administratif et le compte de gestion.

L'établissement du compte administratif relevant de la responsabilité de l'ordonnateur.

M. Mornal présente les différents budgets comme suit :

1- Budget Principal

Le Compte administratif retrace les recettes et les dépenses réalisées au cours de l'année. Il s'établit, pour l'année 2014, avec un excédent Global de Deux Millions sept cent neuf mille huit cent soixante neuf €uros et trente deux centimes (2 709 869,32 €) hors restes à réaliser.

A-Section de fonctionnement

L'exécution du budget de fonctionnement présente un excédent de 3 663 516,32 €. Les dépenses de gestions courantes de la CANGT s'élèvent à 14 729 964,71 € soit un taux de réalisation de 87 % des dépenses de fonctionnement,

Le niveau de recettes de fonctionnement est de 18 393 481,03 € soit 108% des prévisions budgétaires.

B- Section d'Investissement

La section d'Investissement affiche un résultat d'exercice déficitaire de – 639 422 €.

Le résultat du Compte administratif 2014 agrégé des restes à réaliser est de 1 947 144,32 €.

		DEPENSES (A)	RECETTES (B)	SOLDE (B)-(A)
FONCTIONNEMENT	BUDGET	17 027 499	17 027 499	
	EXECUTION	14 729 965	18 393 481	3 663 516
	REPORT N-1	694 431	-	694 431
	RESTES A REALISER	-	-	-
INVESTISSEMENT	BUDGET	4 170 747	4 170 747	
	EXECUTION	909 455	270 033	- 639 422
	REPORT N-1		373 206	373 206
	RESTES A REALISER	2 782 825	2 027 100	- 755 725
RESULTAT CUMULE	TOTAL D'EXECUTION	15 639 420	18 663 514	3 024 094
	TOTAL EXECUTION + REPORT	16 333 851	19 036 720	2 702 869
	TOTAL CUMULE	19 116 676	21 063 820	1 947 144

La Présidente quitte la séance pour que soit procédé aux votes des comptes administratifs.

Le Conseil OUI l'exposé du Vice-Président, après échanges et débats décide d'approuver le compte administratif principal comme suit :

Pour : 27 Contre : 1 (Mme Mekel Alexina) Abstention : 1 (M.Dona-Erie Alfred)

2- Budget Annexes

A-Budget Annexe "Eau Potable"

Le compte administratif du budget "Eau potable" s'établit pour l'année 2014 avec un excédent de 385 269 € détaillé comme suit :

		DEPENSES (A)	RECETTES (B)	SOLDE (B)-(A)
FONCTIONNEMENT	BUDGET	2 000 000	2 000 000	
	EXECUTION	296 323	1 894 277	1 597 953
	REPORT N-1	-	-	-
	RESTES A REALISER	-	-	-
INVESTISSEMENT	BUDGET	5 250 894	5 250 894	
	EXECUTION	1 926 797	714 112	- 1 212 685
	REPORT N-1	-	-	-
	RESTES A REALISER	-	-	-
RESULTAT CUMULE	TOTAL D'EXECUTION	2 223 120	2 608 389	385 269
	TOTAL EXECUTION + REPORT	2 223 120	2 608 389	385 269
	TOTAL CUMULE	2 223 120	2 608 389	385 269

Le Conseil OUI l'exposé du Vice-Président, après échanges et débats décide d'approuver le compte administratif « Eau Potable » comme suit :

Pour : 28 Contre : 1 (Mme Mekel Alexina)

b- Budget Annexe "Assainissement"

Le budget annexe Assainissement dégage un excédent de 29 04 4,34 €, expliqué par :

- en fonctionnement, des produits liés aux taxes et redevances d'assainissement d'un montant de 100 932,96 € contre des charges pour un montant de 62 115,89 €.
- en investissement, seule une charge de 9 772,73 € est constatée. Les autres dépenses n'ont pu être réalisées en raison des procédures de transfert (SIAEAG) et de dissolution (SMNGT, SIGF) en cours.

		DEPENSES (A)	RECETTES (B)	SOLDE (B)-(A)
FONCTIONNEMENT	BUDGET	150 000	150 000	
	EXECUTION	62 116	100 933	38 817
	REPORT N-1	-	-	-
	RESTES A REALISER	-	-	-
INVESTISSEMENT	BUDGET	6 444 768	6 444 768	
	EXECUTION	9 773	-	9 773
	REPORT N-1	-	-	-
	RESTES A REALISER	-	-	-
RESULTAT CUMULE	TOTAL D'EXECUTION	71 889	100 933	29 044
	TOTAL EXECUTION + REPORT	71 889	100 933	29 044
	TOTAL CUMULE	71 889	100 933	29 044

Le Conseil OUI l'exposé du Vice-Président, après échanges et débats décide d'approuver le compte administratif « Assainissement » comme suit :

Pour : 28

Contre : 1 (Mme Mekel Alexina)

c- Budget Annexe "Assainissement non collectif"

Ce budget n'a eu aucune activité lors de l'exercice 2014. La subvention provenant du budget principal de 100 000 € est reconduite au budget 2015 (report).

Le Conseil OUI l'exposé du Vice-Président, après échanges et débats décide, d'approuver le compte administratif du budget « assainissement non collectif » présentés comme suit :

Pour : 29

Contre : 1 (Mme Mekel Alexina)

DOUZIEME POINT

Affectation du résultat du budget principal et des budgets annexes

La Présidente expose que l'autofinancement prévu au budget (virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement) est réalisé après clôture de l'exercice et constatation du résultat lors du vote du compte administratif.

Il incombe à l'assemblée délibérante de se prononcer sur l'utilisation du résultat par le biais de son affectation. Seul le résultat de la section de fonctionnement est concerné par cette affectation car celui de la section d'investissement est automatiquement repris tel quel.

Toutefois, la loi prévoit que lorsque la section d'investissement présente un déficit, celui-ci doit être obligatoirement couvert par tout ou partie de l'excédent de fonctionnement.

La décision d'affectation intervient après la clôture de l'exercice et est comptabilisé en N+1 (Budget de l'année suivante). Il est enregistré au compte spécifique « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé ».

➤ Budget Principal

Au compte administratif 2014, le solde de l'investissement étant déficitaire, il y lieu de procéder à cette affectation.

Pour rappel, les résultats cumulés du compte administratif 2014 sont les suivants :

Fonctionnement	2 969 084.83 €
Investissement	-266 215.67 €

Aussi, il a été proposé de répartir le résultat de clôture de fonctionnement comme suit :

1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisé</i>	266 215.57 €
002	<i>Résultats de fonctionnement reporté</i>	2 702 859.16 €

➤ Budgets annexes

✓ Eau potable :

- Résultat du compte administratif

<i>Fonctionnement</i>	1 597 953.39 €
<i>Investissement</i>	- 1 212 664.89 €

- Affectation proposée

1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisé</i>	1 212 664.89 €
002	<i>résultats de fonctionnement reporté</i>	385 268.50 €

✓ Assainissement :

- Résultat compte administratif

<i>Fonctionnement</i>	38 817.07 €
<i>Investissement</i>	- 9 772.73 €

- Affectation proposée

1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisé</i>	9 772.73 €
002	<i>résultats de fonctionnement reporté</i>	29 044.34 €

S'agissant du budget ANC (assainissement non collectif) il n'y a pas eu de réalisation en investissement le solde de fonctionnement **100 000 € est maintenu au 002.**

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'affecter les résultats, comme proposé supra, pour les budgets principal et annexes, comme suit :

Pour : 29

Contre : 1 (Mme Mekel Alexina)

TREIZIEME POINT

Vote des taux des impositions directes

La Présidente rappelle que lors du vote du budget primitif les collectivités et établissements publics se prononcent sur les taux des impositions. Les taux concernés pour la communauté d'agglomération, sont :

- D'une part, en matière d'impôts ménages, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la taxe d'habitation (TH), la taxe sur le foncier bâti (TFB) et la taxe sur le foncier non bâti (TFNB).
- D'autre part, la fiscalité économique qui est la contribution foncière des entreprises (CFE).

Ainsi, les taux moyens applicables sont :

- **TEOM : 9.60 %**
- **TH : 11.79 %**
- **TFB : 0.87 %**
- **TFNB : 8.04 %**
- **CFE : 27.44 %**

En vertu de ce lissage, l'ajustement se fait de manière progressive pour chaque territoire communal.

Pour 2015, les taux par commune sont traduits dans les tableaux ci-après :

TEOM

COMMUNES	Taux 2014	Taux 2015
LE MOULE	9.02	9.08
MORNE A L'EAU	9.64	9.63
PETIT CANAL	11.76	11.52
PORT LOUIS	11.58	11.35
ANSE BERTRAND	8.30	8.84

TH

COMMUNES	TAUX 2014	TAUX 2015
LE MOULE	11.29	11.35
MORNE A L'EAU	11.29	11.35
PETIT CANAL	11.29	11.35
PORT LOUIS	11.79	11.79
ANSE BERTRAND	11..79	11.79

TFB

COMMUNES	TAUX 2014	TAUX 2015
LE MOULE	0.09	0.18
MORNE A L'EAU	0.09	0.18
PETIT CANAL	0.09	0.18
PORT LOUIS	0.87	0.87
ANSE BERTRAND	0.87	0.87

TFNB

COMMUNES	TAUX 2014	TAUX 2015
LE MOULE	6.45	6.74
MORNE A L'EAU	6.45	6.74
PETIT CANAL	6.45	6.74
PORT LOUIS	8.04	8.04
ANSE BERTRAND	8.04	8.04

CFE

COMMUNES	TAUX 2014	TAUX 2015
LE MOULE	29.16	28.75
MORNE A L'EAU	28.98	28.77
PETIT CANAL	21.09	21.40
PORT LOUIS	22.96	23.54
ANSE BERTRAND	22.96	23.54

Nonobstant le lissage appliqué ci-dessus par commune, les taux à prendre en compte sont les taux moyens pondérés énumérés au paragraphe précédent.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats, décide de voter les taux des impositions directes comme présenté ci-après, selon le vote suivant :

Pour : 29

Contre : 1 (Mme MEKEL Alexina)

TAXES CONCERNEES	TAUX
TEOM	9.60 %
TH	11.79 %
TFB	0.87 %
TFNB	8.04 %
CFE	27.44 %

QUATORZIEME POINT

Vote des budgets primitifs 2015

La Présidente demande à M. Mornal de présenter les budgets primitifs principaux et annexes.

Le Vice-Président rappelle que le débat d'orientation budgétaire du 27 février 2015 a posé les bases de l'élaboration du Budget Primitif 2015 de l'EPCI. L'optimisation de la dépense publique, la qualité des services publics, les processus de mutualisation entre la communauté et ses communes membres sont des voies empruntées pour organiser la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Le budget principal 2015 intègre les résultats de l'exercice précédent, à hauteur de **2 702 869, 32 €**. Il s'équilibre à hauteur de **31 315 267 €**, réparti en fonctionnement à **23 328 676 €** (74%) et en investissement à **7 986 591 €** (26%).

Les budgets annexes s'équilibrent de la façon suivante :

- Le Budget Eau Potable est de **12 238 236 €** dont **5 013 473 €** en fonctionnement (41%) et **7 224 763 €** en Investissement (59%)
- Le budget Assainissement est de **7 157 123 €** dont **179 045 €** (2%) en fonctionnement et **6 978 078 €** en Investissement (98%)
- Enfin le budget Assainissement non collectif s'évalue à **218 370 €** dont 81% en fonctionnement et 19% en investissement.

M. Bernard suggère de contracter un emprunt afin de régler les dettes de la collectivité auprès de la SEM.

La Présidente indique que des demandes sont faites auprès des établissements bancaires de la place pour les opérations réalisées par la collectivité.

I. Présentation du Budget principal

Le budget principal regroupe en fonctionnement et en investissement les dépenses et recettes nécessaires à l'exercice des politiques publiques et aux orientations définies et arrêtées pour cet exercice.

A. La section de fonctionnement

1. Recettes de Fonctionnement

Elles sont réparties comme suit par chapitre :

Chapitres	Libellé	BP 2015
013	Atténuation de charges	380 000
70	Redevances et autres produits	350 000
73	Impôts & Taxes	13 566 724
74	Dotations et participations	6 329 082
Recettes réelles de Fonctionnement (1)		20 625 806,00
002		2 702 870,00
Résultat Reporté (2)		2 702 870,00
TOTAL (1)+(2)		23 328 676,00
		-

1. Dépenses de fonctionnement

Sont réparties comme suit par chapitre :

Chapitres	Libellé	BP 2015
011	Charges à caractère général	7 508 583
012	Charges de personnel et frais assimilés	4 081 530
014	Atténuation de produits	3 992 641
65	Autres charges de gestion courante	3 911 652
66	Charges financières	47 000
67	Charges exceptionnelles	1 628 204
Dépenses réelles de Fonctionnement (1)		21 169 610,00
023	Virement à la section d'investissement	2 062 682
042	Opé. D'ordre de transferts entre sections	96 384
Dépenses d'ordre de Fonctionnement (2)		2 159 066,00
TOTAL (1)+(2)		23 328 676,00

A.la section d'investissement

1. Recettes d'investissement

Opération d'équipement - Chapitre	Libellé	Report	Propositions Nouvelles 2015	Total BP 2015
13	Subventions d'investissement		225 562,00	225 562,00
11	DECHETERIE DU MOULE	439 950,00		439 950,00
2014-1	ATELIER DE TRANSFORMATION AGRO ALIMENTAIRES	1 587 150,00		1 587 150,00
014	ESPACE MULTIMEDIA			-
20	RESSOURCERIE A MORNE A L EAU		1 463 004,00	1 463 004,00
21	DECHETERIE A MORNE A L EAU		1 715 643,00	1 715 643,00
Total des recettes d'équipement (1)		2 027 100,00	3 404 209,00	5 431 309,00
10	Dot., fonds divers et réserves	-	396 216,00	396 216,00
Total des recettes financières (2)		0,00	396 216,00	396 216,00
021	Virement de la section de fonctionnement	-	2 062 682,00	2 062 682,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	-	96 384,00	96 384,00
Total des recettes d'ordre d'investissement (3)		0,00	2 159 066,00	2 159 066,00
TOTAL (1) + (2) + (3)		2 027 100,00	5 959 491,00	7 986 591,00
		- 755 725,00	755 725,00	-

1. Dépenses d'Investissement

Opération d'équipement - Chapitre	Libellé	Report	Propositions Nouvelles 2015	Total BP 2015
20	Immobilisations incorporelles	15 614,00	50 000,00	65 614,00
21	Immobilisations corporelles		261 072,00	261 072,00
23	Immobilisations en cours		390 675,00	390 675,00
11	DECHETERIE DU MOULE	954 257,00	43 659,00	997 916,00
2014-1	ATELIER DE TRANSFORMATION AGRO ALIMENTAIRES	1 812 954,00	437 054,00	2 250 008,00
014	ESPACE MULTIMEDIA		150 000,00	150 000,00
20	RESSOURCERIE A MORNE A L EAU		1 600 000,00	1 600 000,00
21	DECHETERIE A MORNE A L EAU		1 930 090,00	1 930 090,00
Total des dépenses d'équipement (1)		2 782 825,00	4 862 550,00	7 645 375,00
16	Emprunts & dettes assimilés		75 000,00	75 000,00
Total des dépenses financières (2)		-	75 000,00	75 000,00
001 (3)	Solde d'Exécution négatif Reporté	-	266 216,00	266 216,00
TOTAL (1) + (2)		2 782 825,00	5 203 766,00	7 986 591,00

I. Présentation des budgets annexes

A. Budget annexe "Eau potable"

1. la section de fonctionnement

a. Recettes de fonctionnement

Chapitres	Libellé	BP 2015
70	Redevances et autres produits	3 000 000
74	Dotations et participations	1 628 204
77	Autres produits de gestion courante	-
Recettes réelles de Fonctionnement (1)		4 628 204,00
002		385 269,00
Résultat Reporté (2)		385 269,00
TOTAL (1)+(2)		5 013 473,00
		-

a. Dépenses de Fonctionnement

Chapitres	Libellé	BP 2015
011	Charges à caractère général	1 423 000
012	Charges de personnel et frais assimilés	435 400
65	Autres charges de gestion courante	15 000
66	Charges financières	120 000
67	Charges exceptionnelles	3 020 073
Dépenses réelles de Fonctionnement (1)		5 013 473,00
TOTAL (1)+(2)		5 013 473,00

2. La section d'Investissement

a. Recettes

Opération d'équipement - Chapitre	Libellé	Report	Propositions Nouvelles 2015	Total BP 2015
13	Subventions d'investissement			-
70	OUVRAGES DE PRODUCTION			-
71	OUVRAGES DE STOCKAGE	1 000 000,00		1 000 000,00
73	TELEGESTION		17 958,00	17 958,00
80	ETUDES	17 543,00		17 543,00
90	RENOUVELLEMENT/RENFORCEMENTRESEAU		445 019,00	445 019,00
92	UNITE DE TRAITEMENT AEP BELIN PORT-LOUIS		80 000,00	80 000,00
93	UNITE DE BELIN PORT LOUIS DECANTATION LAMELLAIRE		372 940,00	372 940,00
94	CUVE DE STOCKAGE HAUT DE LA MONTAGNE		263 068,00	263 068,00
95	RENFORCEMENT AEP LES MAGLES STE ELISE			-
96	AEP MACAILLE SANS FENETRE AB		554 146,00	554 146,00
97	RACCORDEMENT LES MANGLES ET PELLETAN			-
98	RENOUVELLEMENT AEP LES MANGLES BARBOTEAU		561 550,00	561 550,00
99	AEP PORT LOUIS RENOUVELLEMENT RESEAU		899 854,00	899 854,00
Total des recettes d'équipement (1)		1 017 543,00	3 194 535,00	4 212 078,00
10	Dot., fonds divers et réserves	-	1 212 685,00	1 212 685,00
16	Emprunts & dettes assimilés		1 800 000,00	1 800 000,00
Total des recettes financières (2)		0	3 012 685,00	3 012 685,00
TOTAL (1) + (2)		1 017 543,00	6 207 220,00	7 224 763,00
		1 017 543,00	- 1 017 543,00	-

b. Dépenses

Opération d'équipement - Chapitre	Libellé	Report	Propositions Nouvelles 2015	Total BP 2015
21	Immobilisations corporelles		57 747,00	57 747,00
23	Immobilisations en cours		172 257,00	172 257,00
73	TELEGESTION		33 000,00	33 000,00
70	OUVRAGES DE PRODUCTION		170 000,00	170 000,00
71	OUVRAGES DE STOCKAGE		1 720 000,00	1 720 000,00
90	RENOUVELLEMENT/RENFORCEMENT RESEAU		24 000,00	24 000,00
92	UNITE DE TRAITEMENT AEP BELIN PORT-LOUIS		38 915,00	38 915,00
93	UNITE DE BELIN PORT LOUIS DECANTATION LAMELLAIRE		36 400,00	36 400,00
94	CUVE DE STOCKAGE HAUT DE LA MONTAGNE		5 710,00	5 710,00
95	RENFORCEMENT AEP LES MAGLES STE ELISE		796 716,00	796 716,00
96	AEP MACAILLE SANS FENETRE AB		770 310,00	770 310,00
97	RACCORDEMENT LES MANGLES ET PELLETAN		307 463,00	307 463,00
98	RENOUVELLEMENT AEP LES MANGLES BARBOTEAU		38 369,00	38 369,00
98	AEP PORT LOUIS RENOUVELLEMENT RESEAU		1 508 191,00	1 508 191,00
Total des dépenses d'équipement (1)		0,00	5 679 078,00	5 679 078,00
16	Emprunts & dettes assimilés		333 000,00	333 000,00
Total des dépenses financières (2)		0,00	333 000,00	333 000,00
001 (3)	Solde d'Exécution Negatif Reporté	0,00	1 212 685,00	1 212 685,00
TOTAL (1) + (2) + (3)		0,00	7 224 763,00	7 224 763,00

A. Budget annexe "Assainissement"

a-.la section de fonctionnement

Chapitres	Libellé	BP 2015
011	Charges à caractère général	93 045
012	Charges de personnel et frais assimilés	16 000
66	Charges financières	70 000
Dépenses réelles de Fonctionnement (1)		179 045,00
TOTAL (1)+(2)		179 045,00
70	Redevances et autres produits	150 000
Recettes réelles de Fonctionnement (1)		150 000,00
002		29 045,00
Résultat Reporté (2)		29 045,00
TOTAL (1)+(2)		179 045,00
		-

b.la section d'investissement

Afin de compléter le financement des projets en cours est inscrit un emprunt à hauteur de 14,33% des recettes d'investissements (voir tableau ci-après).

EVALUATION BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2015				
PROJETS	DEPENSES BUDGET 2015		RECETTES BUDGET 2015	ECART
BUDGET PRINCIPAL				
ENVIRONNEMENT				
Prestation Collecte des Ordures ménagères	3 170 342			- 3 170 342
Contribution Syvade	3 411 630			- 3 411 630
TEOM			3 400 000	3 400 000
Etude Stratégie d'adaptation aux changements climatiques	51 158	ADEME	33 005	- 18 153
Etude optimisation service déchets	50 000			- 50 000
Charge de personnel Collecte des ordures ménagères	1 841 200			- 1 841 200
Total Activité	8 524 330		3 433 005	- 5 091 325
DEVELOPPEMENT & SOLIDARITE				
Aménagement Boucle du Nord Grande Terre - Formation	418 258			- 418 258
Aménagement Boucle du Nord Grande Terre - Formation		Pôle Emploi	355 520	355 520
Aménagement Boucle du Nord Grande Terre - Communication	10 000			- 10 000
AMO - PLIE	20 000			- 20 000
FSE - PLIE				-
Diagnostic Territorial - PLIE	70 000			- 70 000
Subvention		PDI - CG		-
Fonctionnement GAL MAI 2014- NOVEMBRE 2015		FEADER - REGION	58 008	58 008
Animation GAL MAI 2014-NOVEMBRE 2015		FEADER - REGION	77 131	77 131
Découverte des sentiers Boucle NGT	16 406			- 16 406
Subvention		FEADER	9 843	9 843
Fonctionnement GAL 2012- AVRIL 2014		FEADER - REGION	83 674	83 674
Animation GAL 2012-AVRIL 2014		FEADER - REGION	71 489	71 489
				-
Charge de personnel	353 700			- 353 700
Total Activité	888 364		655 665	- 232 699
TRANSPORT ET MOBILITE				
Versement Transport			550 000	550 000
Participation		Conseil Général	754 000	754 000
Participation des parents				-
Transport Scolaire	1 734 000			- 1 734 000
Renouvellement circuits	82 000			- 82 000
Création ligne	45 000			- 45 000
Lignes Transport Urbains CANGT	600 000			- 600 000
Connaissance, Promotion & Optimisation Transport	76 000			- 76 000
Etude PDU	70 000			- 70 000
Etude Plan Transport scolaire	40 000			- 40 000
Séminaire Transport	4 000			- 4 000
Enquête de satisfaction	5 000			- 5 000
Charges de personnel	158 100			- 158 100
Total Activité	2 814 100		1 304 000	- 1 510 100
DAGAJ				
Service administration Générale (abonnement, fournitures, affranchissement...)	19 637			- 19 637
Vie de l'assemblée et des instances (abonnement, fournitures...)	13 292			- 13 292
Marchés publics	24 801			- 24 801
Affaires juridiques	28 613			- 28 613
Assurances	102 683			- 102 683
Charge de personnel				-
Total Activité	189 026		-	- 189 026
Projet de Territoire				
Enveloppe Etudes	50 000			- 50 000
Total Activité	50 000		-	- 50 000
Total Budget Principal	12 465 819		5 392 670	- 7 073 149

BUDGET ANNEXE - Assainissement				
Redevance - Taxes			150 000	150 000
Gestion courante	93 045			- 93 045
Frais financier STEP	70 000			- 70 000
Charge de personnel	16 000			- 16 000
Total Budget Annexe Assainissement	179 045		150 000	- 29 045
BUDGET ANNEXE - Eau potable				
Vente d'Eau			3 000 000	3 000 000
Achat d'Eau	1 150 000			- 1 150 000
Protocole SIAEAG	2 900 000			- 2 900 000
Charge de personnel	435 000			- 435 000
Total Budget Annexe - Eau Potable	4 485 000		3 000 000	- 1 485 000
Total Budgets	17 129 864		8 542 670	- 8 587 194

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide de voter :

- *Le budget principal : Pour : 29 Contre : 1 (Mme MEKEL Alexina)*
- *Le budget annexe « eau potable » : Pour : 29 Contre : 1 (Mme MEKEL Alexina)*
- *Le budget annexe « Assainissement » : Pour : 29 Contre : 1 (Mme MEKEL Alexina)*
- *Le budget annexe « assainissement non collectif » : Pour : 29 Contre : 1 (Mme MEKEL Alexina)*

QUINZIEME POINT

Autorisation donnée à la Présidente à signer le protocole d'accord et échéancier entre la SEMSAMAR et la CANGT.

La Présidente rappelle que la construction des STEP de Port-Louis et du Moule, ainsi que l'étude pour la réalisation d'une STEP à Petit-Canal, ont fait l'objet de conventions de mandat entre la SEMSAMAR (mandataire) et le SIAEAG et le SMNGT.

Dans le cadre du transfert des compétences « eau » et « assainissement », la CANGT s'est substituée auxdits syndicats, dans ces conventions de mandat.

En outre, les créances (dus à d'importants retards de règlement) issues de ces conventions ont été transférées à la CANGT qui se doit de les régler, dans le respect notamment des dispositions du CGCT et des règles de la comptabilité publique.

C'est dans ce cadre qu'intervient le protocole dont le projet a été transmis aux élus et qui est soumis à l'approbation de l'assemblée.

En effet, la SEMSAMAR propose un échéancier pour l'ensemble de ces créances qui s'élève à la somme de **4 521 862,71 €, dont 1 960 947, 38 € qui seront pris directement en charge par le SIAEAG** compte tenu que ces dernières créances ont fait l'objet d'un mandatement par ce syndicat, avant le 31/12/2013.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, de valider l'échéancier convenu entre la SEMSAMAR et la CANGT et d'autoriser la Présidente à signer le protocole d'accord et échéancier intervenant entre la SEMSAMAR et la CANGT selon le vote suivant :

Pour: 29

Abstention : 1 (Mme Mekel Alexina)

SEIZIEME POINT

Approbation de la convention et autorisation donnée à la Présidente à signer le contrat d'objectif territorial avec l'ADEME, sur les thématiques « Déchets » et « Energie-Climat »

La Présidente expose que les membres de la commission Environnement de la CANGT proposent de mettre en place une politique environnementale ambitieuse pour permettre un développement local et intégré dans le respect des équilibres environnementaux et au bénéfice de ses habitants.

Dans ce cadre, les membres de la commission Environnement réunis le 21 janvier 2015 se sont prononcés sur un programme d'actions stratégiques sur la période 2015-2018 tenant compte du contexte réglementaire et financier permettant de :

- faire mieux avec moins,
- moderniser et optimiser le service de gestion des déchets, par des actions axées sur la réduction et le recyclage des déchets,
- préparer et anticiper le territoire aux enjeux énergétiques et climatiques.

La réussite d'une telle démarche passe nécessairement par une approche transversale des préoccupations environnementales, qui associera différents acteurs (institutions, associations, acteurs socio-économiques, grand public) et qui sera intégrée au projet de développement territorial de la CANGT.

L'ADEME propose un dispositif d'aide partenarial, sur une durée de 3 ans, le contrat d'Objectif territorial (COT) qui permet de disposer de moyens financiers et techniques pour accompagner une telle démarche portant sur les thématiques rentrant dans les champs de compétence de l'ADEME.

Le COT est basé sur la prise en charge financière à 100% par l'ADEME de deux postes de chargé (s) de mission pour la mise en œuvre d'actions définies. Ce dispositif est une opportunité financière pour la CANGT pour mettre en œuvre son programme d'actions dans les domaines « déchets » et « énergie climat » proposé en commission Environnement.

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité, de valider la demande de contractualisation avec l'ADEME portant sur la prise en charge financière de 2 chargés de mission COT à 100%, l'un sur le volet « Déchets », l'autre sur le volet « Energie-Climat » et d'autoriser la Présidente à signer les deux contrats d'objectif territorial (COT) après avis favorable du comité Régional des aides de l'ADEME.

DIX-SEPTIEME POINT

Détermination du lieu de la prochaine séance

La Présidente rappelle que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil, dans l'une des communes membres.

En effet, l'article L. 5211-11 du CGCT dispose que :

« L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre ou, pour les syndicats formés en vue d'une seule œuvre ou d'un seul service d'intérêt intercommunal, une fois par semestre. A cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

Sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos ».

Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide à l'unanimité que le prochain conseil communautaire se tiendra dans la commune de Morne-A-L'Eau.

La Présidente remercie l'assemblée et lève la séance à 21h40.

La Secrétaire

Marcienne ARPHEXAD

La Présidente

Gabrielle LOUIS-CARABIN